COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

**EXTRAIT
DU
REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU
CONSEIL DE COMMUNAUTE**

**Séance du 28 avril 2006
(convocation du 14 avril 2006)**

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Huit Avril Deux Mil Six à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Alain ROUSSET, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. ROUSSET Alain, M. MARTIN Hugues, M. HOUDEBERT Henri, M. BOBET Patrick, M. BRON Jean-Charles, M. BROQUA Michel, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Alain, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DAVID Alain, Mme DESSERTINE Laurence, M. DUCASSOU Dominique, M. DUCHENE Michel, Mme EYSSAUTIER Odette, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FELTESSE Vincent, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GUICHARD Max, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, Mme LACUEY Conchita, M. MERCIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. PUJOL Patrick, M. SAINTE-MARIE Michel, M. SEUROT Bernard, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, M. BANAYAN Alexis, M. BAUDRY Claude, M. BELIN Bernard, M. BELLOC Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, Mme BRACQ Mireille, M. BREILLAT Jacques, M. CANOVAS Bruno, Mme CARLE DE LA FAILLE Marie Claude, Mme CASTANET Anne, M. CASTEL Lucien, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CAZENAVE Charles, M. CHAZEAU Jean, Mme CONTE Marie-Josée, M. COUTURIER Jean-Louis, Mme DARCHE Michelle, M. DAVID Jean-Louis, Mme DE FRANCOIS Béatrice, Mme DELAUNAY Michèle, M. DELAUX Stéphan, M. DOUGADOS Daniel, Mme DUBOURG-LAVROFF Sonia, Mme DUMONT Dominique, M. DUPRAT Christophe, Mme FAORO Michèle, M. FAYET Guy, M. FEUGAS Jean-Claude, M. GRANET Michel, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. HOURCQ Robert, M. HURMIC Pierre, Mme ISTE Michèle, M. JAULT Daniel, Mme JORDA-DEDIEU Carole, M. JOUVE Serge, M. JUNCA Bernard, M. LOTHAIER Pierre, M. MANGON Jacques, M. MANSENCAL Alain, M. MAURIN Vincent, M. MERCHERZ Jean, M. MILLET Thierry, M. MONCASSIN Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, Mme PALVADEAU Chrystèle, M. POIGNONEC Michel, M. PONS Henri, Mme PUJO Colette, M. QUERON Robert, Mme RAFFARD Florence, M. REBIERE André, M. RESPAUD Jacques, M. SARRAT Didier, M. SEGUREL Jean-Pierre, M. SIMON Patrick, M. TAVART Jean-Michel, Mme TOUTON Elisabeth, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. BRANA Pierre à M. DOUGADOS Daniel
M. FREYGEFOND Ludovic à M. LABISTE Bernard (jusqu'à 10 h 30)
M. GELLE Thierry à M. REBIERE André
M. LAMAISON Serge à M. GUICHOUX Jacques
M. VALADE Jacques à M. MARTIN Hugues
M. ANZIANI Alain à M. SAINTE-MARIE Michel
M. BANNEL Jean-Didier à M. BELLOC Alain
M. BELIN Bernard à M. HOURCQ Robert (jusqu'à 10 h 30)
Mme. BRUNET Françoise à Mme. DARCHE Michelle
M. CANIVENC René à M. QUERON Robert
M. CARTI Michel à M. COUTURIER Jean-Louis
M. CASTEX Régis à M. CAZABONNE Alain
M. CORDOBA Aimé à M. GUICHARD Max
Mlle. COUTANCEAU Emilie à Mme. CARTRON Françoise

M. DANE Michel à Mme. NOEL Marie-Claude
M. DUTIL Silvère à Mme. DUMONT Dominique
M. FERILLOT Michel à M. BAUDRY Claude
M. GOURGUES Jean-Pierre à M. MERCIER Michel
M. HERITIE Michel à M. HOUDEBERT Henri
Mme. KEISER Anne-Marie à M. JOUVE Serge
Mme. LIMOUZIN Michèle à M. GRANET Michel
M. MAMERE Noël à M. HURMIC Pierre
Mme. MOULIN-BOUDARD Martine à M. MILLET Thierry
M. NEUVILLE Michel à M. LOTHAIER Pierre
Mme. PARCELIER Muriel à M. MERCHERZ Jean
M. QUANCARD Joël à M. SIMON Patrick
M. REDON Michel à M. RESPAUD Jacques
Mme. VIGNE Elisabeth à Mme. TOUTON Elisabeth

LA SEANCE EST OUVERTE

Fonds Conjoncturel de Solidarité - Années 2006 à 2008 - Programme de travaux d'assainissement Eaux Usées/Eaux Pluviales - Adoption

Monsieur TURON présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Le Conseil de Communauté, lors de sa séance du 30 mars 1992, s'est prononcé favorablement pour la création d'un Fonds Conjoncturel de Solidarité pour l'Assainissement.

Dès 1992, il était apparu opportun d'instaurer un Fonds Conjoncturel de Solidarité, pour les opérations d'eaux usées et d'eaux pluviales, dont les objectifs étaient les suivants :

- la réduction des écarts de niveau d'équipement des communes entre elles,
- le renforcement des ouvrages d'eaux pluviales de desserte des secteurs inondés,
- l'amélioration de la protection du milieu naturel contre les pollutions par les eaux usées ou même par les eaux pluviales dans certaines zones sensibles.

Dès l'origine, ce Fonds a été constitué afin de répondre aux besoins importants de certaines communes en matière de financement de travaux, le coût des opérations ou des équipements à mettre en place étant disproportionné par rapport aux possibilités financières offertes par les crédits de programmation secondaire. Le financement du Fonds Conjoncturel de Solidarité a été assuré par une stabilisation puis une réduction des crédits de programmation secondaire.

De 1992 à 1996, les objectifs initiaux poursuivis par le Fonds Conjoncturel de Solidarité ont permis de réaliser d'importantes avancées qui ont justifié l'utilité du Fonds Conjoncturel de Solidarité et sa complémentarité avec les crédits de programmation secondaire. Les écarts de niveau d'équipement des communes de la Communauté Urbaine de Bordeaux ont été réduits de manière significative.

Aussi, le Fonds Conjoncturel de Solidarité a-t-il été maintenu jusqu'à aujourd'hui. En effet, afin de maintenir l'efficacité de ce Fonds, il est apparu nécessaire de veiller à ce que les crédits qui lui étaient affectés soient consommés à plus de 80% dans l'exercice budgétaire correspondant.

Afin d'assurer le fonctionnement de ce Fonds, des critères techniques ont été définis corroborant les objectifs précités.

Ils sont de deux natures différentes : des critères d'exclusion, des critères d'éligibilité.

Des critères d'éligibilité

- intérêt général : opérations intéressant plusieurs communes,
- lutte contre les inondations : fréquence d'inondation par les eaux pluviales,
- protection des milieux récepteurs,
- amélioration de la qualité des milieux récepteurs (ruisseaux, étangs).

Des critères d'exclusion

- Les transferts de crédits du programme secondaire Assainissement vers ceux de la voirie,
- le refus d'approbation des opérations par le Maire d'une commune concernée,
- l'insuffisance du niveau d'études de l'opération : un Avant Projet Détaillé (A.P.D.) doit être au minimum réalisé,
- la persistance de préalables de diverses natures (techniques, fonciers, réglementaires).

Ces deux derniers critères ont une incidence importante sur la programmation dans le temps.

A l'examen de ces divers paramètres, chaque année, des programmes annuels de travaux en Eaux Pluviales et Eaux Usées répondant aux critères d'éligibilité ont pu être inscrits au titre du Fonds Conjoncturel et ce, en fonction d'une liste d'opérations élaborée à partir des demandes des Maires et de la dotation budgétaire retenue pour l'année considérée.

Dans cette logique et afin d'améliorer encore le taux de consommation des crédits, il vous est proposé d'adopter le programme de travaux à inscrire au titre du Fonds Conjoncturel de Solidarité, pour les années 2006 à 2008, arrêté à partir de la dotation budgétaire inscrite au Programme Prévisionnel d'Investissement 2006 / 2010 selon les tableaux fournis en annexe, selon la répartition et pour le montant suivant :

Eaux pluviales

- Budget supplémentaire 2005 :	2 000 000 € TTC
- Dotation 2006 :	2 935 000 € TTC
- Dotation 2007 :	2 935 000 € TTC
- Dotation 2008	2 935 000 € TTC

Soit un total de **10 805 000 € TTC** à imputer au budget principal, chapitre 23, Compte 2315, Fonction 8310 ; CRB O200, Programme PB02.

Eaux Usées

- Dotation 2006 :	4 900 000 € TTC
- Dotation 2007 :	4 900 000 € TTC
- Dotation 2008	4 900 000 € TTC

Soit un total de **14 700 000 € TTC** à imputer au budget annexe assainissement, Chapitre 23, Compte 2315, CRB O200, Programme UB03,

Des adaptations pourront être proposées en fonction de l'avancement des opérations.

En conséquence, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

- adopter le programme triennal des travaux d'assainissement E.U./E.P. dans le cadre du Fonds Conjoncturel de Solidarité pour les années 2006 à 2008.
- décider de la réalisation du programme, sous réserve du vote du budget.
- autoriser la signature des actes nécessaires à la conduite des travaux d'assainissement correspondants.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 28 avril 2006,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

M. JEAN-PIERRE TURON

**REÇU EN
PRÉFECTURE LE
10 MAI 2006**